COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 2 JUIN 1984 | N° 256 | PRIX : ANTILLES 2,50 F FRANCE 3 F

Editorial

APRES CEUX DE ST-DOMINGUE, LES PAUVRES D'HAITI EN LUTTE. A BAS L'IMPERIALISME.

Les évènements d'Haïti, après ceux de St-Domingue montrent à quel point, les travailleurs et les pauvres de ces pays supportent de plus en plus mal les privations et la misère.

Leur colère s'est exprimée brutalement et violemment. Et il est significatif que ce soient des dépots d'aliments qui aient été pillés, tant au Cap Haïtien qu'à Gonaïve. C'est la faim qui a poussé les gens à la révolte. Et il en est de même au Brésil où des milliers et des milliers d'affamés vont piller les magasins. Il en a été de même en Tunisie, au Maroc. Demain ce sera le tour d'autres pauvres, d'autres affamés d'un autre pays.

L'impérialisme étouffe de plus en plus de peuples, en leur imposant des solutions draconiennes pour sauver leurs banques, leurs entreprises et tout leur système de la faillite. Dans nos pays, ce n'est pas encore le cas, mais il faudrait se garder de croire que nous sommes à l'abri de la paupérisation, et d'une misère plus grande encore que celle que connaissent les plus pauvres de Guadeloupe et de Martinique. Bien sûr, nous dit-on nous sommes «protégés par le grand ensemble français» et par la «communauté européenne», mais l'«Europe» elle même, ne va pas très bien. Les travailleurs de ces pays sont confrontés à d'énormes problèmes causés par leur bourgeoisie. Ainsi les mineurs anglais qui sont en grève depuis six semaines ne parviennent pas à exiger de Margaret Thatcher qu'elle accepte de négocier sur les bases de leurs revendications. Les travailleurs de Lorraine se trouveront contraints d'accepter des milliers de licenciements et une restructuration qui se fera sur leur dos. Dans tous ces pays les prix augmentent et de plus en plus de travailleurs n'arrivent plus à «joindre les deux bouts» à la fin du mois, le chômage augmente.

Et pendant ce temps tous les états, américain ou européens renflouent à coup de milliards les capitalistes défaillants : et une bonne partie de cet argent ils le prennent dans la poche des travailleurs sous forme d'impôt et autres taxes.

Alors, si notre cas ici n'est pas aussi grave que le cas des travailleurs de St-Domingue ou d'Haïti pour le moment, l'avenir s'annonce sombre car il faut bien se dire qu'il y aura un jour ou l'autre des retombées importantes des fissures du système bancaire mondial, ici aussi. Des entreprises fermeront le chômage augmentera, les salaires vont stagner et les prix augmenter. Dans les grèves qui ont souvent lieu pour des augmentations de salaire, les patrons ne cédent pas facilement et certains durcissent carrément leur position en disant «vous n'avez pas le choix, on licencie tant de travailleurs ou alors on ferme l'entreprise.»

Face au diktat de l'impérialisme et des capitalistes, il faut donc dès maintenant se préparer à se battre avec acharnement.

HAITI : LA POPULATION PAUVRE CRIE SA HAINE DU REGIME ET DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

SOLIDARITE AVEC NOS FRERES NOIRS D'HAITI



La presse tant officielle que les radios privées ont relaté des incidents qui ont opposé, en Haïti, des manifestants aux forces de police du dictateur J.C Duvalier, plus connues sous le nom de tontons macoutes.

Des incidents de ce genre, il doit très certainement y en avoir de temps en temps en Haïti, mais ce n'est pas souvent que la presse en parle en Guadeloupe, et pour cause, ce sont surtout des agences de presse américaines qui contrôlent et régentent l'information en Haïti Si cette fois des échos nous sont parvenus, c'est que ces incidents ont dû atteindre une ampleur telle qu'il devait être difficile de les conserver sous le boisseau, comme les agences à la solde de l'impérialisme ont coutume de le faire.

Selon donc la presse, Vendredi 23 mai plusieurs milliers de manifestants ont envahi des magasins de vivres détenus par les américains et interdits à la population haïtienne. Cette action spontanée des masses en grande majorité d'origine rurale a été durement réprimée par les tontons macoutes. Mais la population a réagi face à cette répression. Des tontons macoutes auraient été désarmés, la foule aurait également envahi un dépôt d'armes de ces mêmes tontons macoutes et emporté des armes. C'est la ville de Gonaïve qui semble-t-il a été le théâtre de ces évènements.

Cette semaine, au Cap Haïtien des incidents du même type se sont à nouveau produits. Là encore ce sont des milliers de manifestants, composés surtout de paysans et de travailleurs agricoles, qui ont envahi des magasins de vivres toujours détenus par des américains et interdits au public haïtien. Les affrontements ont été tellement violents qu'ils ont provoqué 2 morts et au moins 46 blessés. Les tontons macoutes comme à leur habitude ont délibérément tiré sur la population désarmée mais qui n'accepte pas de mourir de faim, alors même que des magasins sont remplis de nourriture destinée aux riches et en grande partie à l'entourage de la famille Duvalier. Des slogans hostiles à Duvalier «A bas Duvalier» ont été criés lors de ces manifestations.

Cela prouve que les manifestants ont conscience que les difficultés qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne, famine, chômage, émigration, déportation, répression,

Suite p. 2

Martinique

MORNE ETOILE : VERS L'ELARGISSEMENT DU CONFLIT.

Les ouvriers agricoles de l'habitation Morne Etoile à Saint-Pierre sont toujours en grève. Jeudi 17 Mai, la conciliation aux Prud' Hommes s'est soldée par un échec et le jugement est reporté au 26 juin.

Pendant ce temps, les manoeuvres continuent non loin de la plantation avec des allées et venues de gendarmes, d'huissier et du patron lui-même qui dit lors d'une tentative de distribuer du travail le 21 Mai, que les ouvriers sont déjà «condamnés» et qu'il n'y aura pas de travail pour la famille J., une des familles grévistes.

Les ouvriers, eux, n'ont pas l'intention de se laisser faire. Sur les autres plantations, la sensibilisation et la mobilisation sont en train, malgré les grosses difficultés des ouvriers agricoles qui travaillent, pour certains, 2 à 3 jours par quinzaine !

Face à cela, la CGTM a tenu une réunion de sa Commission Exécutive qui a pris la décision d'appeler à une grève générale de soutien le 5 juin, soutien à ceux de Morne Etoile face à l'arrogance des patrons en tout genre.

Lors de cette réunion, la CGTM a annoncé la mise sur pied du Conseil d'Administration provisoire de la coopérative agricole de production et de distribution. Elle se déclare prête à prendre ses responsabilités si les patrons ne réintègrent pas les ouvriers licenciés de Morne Etoile. La direction de la CGTM affirme aussi que la Gauche au Conseil Régional devra prendre les siennes en aidant financièrement à l'achat des terres.

De plus, Duféal, le secrétaire général de la CGTM se base sur les déclarations de Mitterrand pour une société d'économie mixte pour le prendre au mot !.

Tout cela est donc rempli de bien des illusions : Duféal croit-il vraiment que les élus de gauche au conseil régional pourront trouver de l'argent pour acheter des terres pour les ouvriers agricoles ?

D'habitude, les quelques sous du Conseil Régional vont plutôt arroser les patrons ! Et en posant le problème ainsi, la CGTM évite de dire aux travailleurs que s'ils veulent réellement des terres, la seule solution c'est d'en prendre entre les mains des capitalistes.

Ce n'est pas la voie que choisit la CGTM qui préfère semer des illusions dans la tête des travailleurs.

MARTINIQUE

TOUS EN GREVE LE 5 JUIN POUR SOUTENIR LES travailleurs de MORNE ETOILE

VOIR ARTICLE P 3

COMBAT OUVRIER NE PARTICIPERA PAS AUX ELECTIONS EUROPEENNES

La semaine dernière, à la télévision, on nous montra des gens interviewés dans la rue sur les élections européennes.

A la question de savoir si les élections européennes nous intéressaient, un homme répondit d'un air sceptique : «voter pour l'Europe, ça fait un peu drôle»...Un autre, un travailleur en chômage d'une cinquantaine d'années, répondit carrément : «je ne suis ni guadeloupéen, ni européen, ni rien, je suis un travailleur en chômage sans ressources».

Les médias, surtout la télévision, tentent vainement d'intéresser la population antillaise à ces élections européennes, et on nous montre, et on nous remontre...Jean Crusol, économiste antillais, qui dit-on est bien placé sur la liste socialiste pour être élu, et qui ira défendre à l'assemblée européenne «les dossiers antillais». Lourde tâche en effet, que d'aller défendre des dossiers dans une assemblée où les fauteuils seront occupés par des élus qui n'auront aucun pouvoir. En réalité, ces élections européennes ne sont même pas importantes pour l'Europe elle-même, donc à plus forte raison pour nous qui vivons à 7 000 kms de là, en territoire américain. Oh, ce n'est pas que nous pensions que une vie économique et culturelle ne puisse pas unifier des peuples distants de plusieurs milliers de kilomètres, bien au contraire. Nous sommes pour un monde socialiste, et pour l'organisation de son économie à l'échelle du globe, et pour une vie culturelle qui mette toutes les richesses de la connaissance dans toute leur variété, à la disposition de la population humaine. Mais franchement, les élections européennes, si elles peuvent être l'occasion pour les travailleurs qui résident en Europe, même s'ils ne sont pas d'ailleurs d'origine européenne, de dire ce qu'ils pensent de tous les partis qui défendent les intérêts de la bourgeoisie et de ceux qui tout en se disant de gauche contribuent à maintenir en place la société bourgeoise, n'ont pas ici à 7 000 km de Paris une grande importance. C'est ce qui explique le désintérêt assez net de la population qui lors des dernières élections s'était abstenue assez massivement en Guadeloupe et Martinique. C'est pourquoi Combat Ouvrier ne participera pas à ces élections européennes.

Lundi 27 mai dernier, commémoration des évènements de mai en Guadeloupe.

Depuis quelques années sont commémorés les évènements de mai en Guadeloupe. Qu'il s'agisse de mai 1802 ou de mai 1967, ce son deux pages d'histoire du peuple guadeloupéen que pendant longtemps le colonialisme a tenté de marginaliser et d'effacer de la mémoire de notre peuple. Mais aujourd'hui, sous la pression des anti-colonialistes, les choses ont bien changé : même la radio et la télévision officielles ont été bien contraintes de rappeler, ce rtes à leur façon, les évènements survenus au mois de mai.

C'est dire que l'insistance du milieu anti-colonialiste à faire des évènements du mois de mai des moments importants de notre histoire n'a pas été inutile et a finalement porté ses fruits.

Ce qu'il faut également noter c'est que les 26 et 27 mai ont été largement et diversement commémorés y compris par des tendances et partis politiques qui ne font pas partie du milieu anti-colonialiste. Ainsi la municipalité de St-Claude, le maire TAMAS en tête avec quelques uns de ses conseillers s'est rendu sur la stèle de Delgrès. La mairie des Abymes en a profité pour organiser une exposition sur l'esclavage.

Pour leur part le camp nationaliste organisé autour de l'UPLG a organisé un rassemblement sur la place de la victoire avec dépôt de gerbe, ce même jour sur la tombe de Nestor tué lors des évènements.

Le parti Communiste Guadeloupéen a organisé une retraite aux flambeaux de Baimbridge à Fouillole avec dépôt de gerbe sur la stèle d'Ignace.

Toutes ces manifestations sont donc venues rappeler l'intérêt que la population et différents courants portent aux faits survenus les 26 et 27 mai en Guadeloupe. Les 26 et 27 mai 1967 sont en même temps et surtout une page de l'histoire du mouvement ouvrier guadeloupéen, car écrite par les ouvriers du bâtiment à l'origine de la grève qui allait donner lieu à ces évènements. C'est aussi à ce titre des évènements marqués par l'abnégation et le dévouement au combat des noirs pauvres de Guadeloupe. Ce sont eux surtout, qui ont payé par la mort et la prison le fait d'avoir resisté aux assauts des militaires tirant sur eux.

HAÍTI : La population pauvre crie sa haine du régime et de l'impérialisme américain

Suite de la page 1

et mise sous surveillance de toute la population, ne relèvent point d'une quelconque fatalité, mais bien d'une situation créée par 27 années de dictature de la famille Duvalier et du «Macoutisme» qui constitue jusqu'à présent le rempart le plus sûr du régime.

Grand environ comme cinq départements français, Haïti est le pays d'Amérique le plus pauvre et parmi les plus pauvres du monde.

Le produit national par habitant est de 270 dollars US soit d'environ 2160 frs, alors que pour la France il est 9937 dollars, soit 40 à 45 fois plus. A titre de comparaison en 1982 le PNB par tête en Guadeloupe était de 3800 dollars soit 12 fois environ celui d'Haïti. Mais la pauvreté matérielle tout court s'accompagne d'une pauvreté intellectuelle qui bat également des records : 80 % de la population est analphabète.

Haïti a comme principale activité l'agriculture qui occupe environ 70 % de la population active. Outre les cultures vivrières, la principale production c'est le café. Mais comme tous les produits d'exportation de ce type, les cours n'ont pas cessé, depuis la crise, de s'effondrer sur le marché mondial. En 1981 les exportations de café ont rapporté 180 millions de francs au lieu des 380 millions l'année d'avant, soit une baisse en valeur de plus de 50 %. Diminution due en grande partie à la réduction des exportations et de la chute des cours. La conséquence de cette situation c'est à la fois un déficit chronique de la balance commerciale et de la balance des paiements

A côté du café, les américains ont imposé aux paysans haïtiens depuis quelques années l'élevage d'une variété de porcs qui n'ont pas résisté à une fièvre porcine qui récemment a décimé la quasi-totalité des élevages.

Au total ceux des paysans qui avaient accepté de se reconvertir dans l'élevage sont donc eux-aussi endettés et sur la paille.

Ajouté à cela la chappe de plomb que fait peser sur toute la population la dictature duvalièriste et ses tontons macoutes, les mésaventures de familles haïtiennes fuyant la misère, les boat-people, avec la fortune qu'on leur sait l'interdiction de rentrer faite à tous les opposants à cette dictature, l'on comprend aisément le ras-le-bol de la population qui a manifesté tant à Gonaïve qu'au Cap Haïtien, elle a manifesté contre la famine certes, mais aussi contre cette dictature de plus en plus honnie et méprisable, soutenue et maintenue à flot par l'impérialisme américain.

Et si récemment la presse a parlé d'une soi-disant libéralisation du régime, les évènements récents constituent un véritable camouflet contre de telles allégations. Haïti de J.C Duvalier ressemble trait pour trait à Haïti légué par Duvalier père, c'est-à-dire un régime où la seule démocratie qui règne est celle des tontons macoutes et des dollars américains qui sont les deux pilliers du régime.

Mais ces évènements récents qui s'inscrivent en droite ligne des émeutes de la faim de Tunisie, du Maroc, et de St-Domingue provoquées par la crise économique mondiale, montrent aussi que le peuple haïtien, contrairement à une légende fort répandue n'est pas un peuple résigné et passif. Ce qui vient de se produire aux Cap Haïtien et à Gonaïve est peut-être le début d'un combat de plus grande engure contre Duvalier et l'Impérialisme américain.

OCCUPATIONS DE TERRES A ROUTHIERS : LE MOUVEMENT CONTINUE.

Commencée au début du mois de mai, l'occupation défrichage de Routhiers continue. Jusqu'à aujourd'hui, selon les premiers occupants, qui sont en même temps à la direction du mouvement, aucune autorité ne s'est manifestée. Et le jeudi 24 mai on a procédé à une répartition des lots. Et contrairement à ce qu'envisageaient certains qui souhaitaient que ces terres soient achetées par tout au plus une vingtaine de personnes, plus de 60 lots ont été «attribués», en particulier à des ouvriers agricoles, des chômeurs et d'autres gens de la population.

Ceci dit, le mouvement n'en est qu'à ses débuts. Les occupants, et en particulier les ouvri ers agricoles et les chômeurs ont intérêt à rester sur leurs gardes.

CORRESPONDANCE

Chers compatriotes,

Je souhaiterais que cette lettre paraisse pour que les lecteurs sachent l'attitude des privilégiés de la société guadeloupéenne face aux jeunes et adultes en déboires.

Il est fort difficile d'acquérir un emploi, si ce n'est des «jobs» où l'employeur ne donne aucune sécurité ni droit pourtant acquis par les travailleurs de la métropole.

D'une part les élus sont souvent choisis parmi la haute bourgeoisie et ceux-ci font durement ressentir la barrière qu'il y a entre eux et les travailleurs guadeloupéens.

Enfin voici mon cas :

Absent le mercredi 18 avril, je retrouve ma maison complètement carbonisée.

Cet incendie étant dû à un court-circuit, l'EDF ayant rétabli la circulation de l'électricité vers 18h30 - 19h, la maison a pris feu, brûlant tout ce que je possédais. Me rendant à la SPEDEG, tout en sachant que cette société refuse toujours de prendre ses responsabilités, j'ai aussi eu une entrevue avec Mr Cléry (Maire de Basse-Terre). Il m'a déclaré ne pas pouvoir m'aider, ayant déjà eu des abus de confiance avec des pauvres à qui la même mésaventure était arrivée, et que ceux-ci refusaient de quitter l'abri qui leur avait été alloué prétextant, dit-il, qu'ils désiraient être relogés.

J'ai eu mal de la distance et du ton hautain et irrémédiable que le maire de Basse-Terre m'a fait ressentir.

Un membre de la mairie m'a conseillé d'aller au secours catholique.

Enfin je me demande quand cela changera pour les Guadeloupéens conscients et surtout pour nous les jeunes, force vive de la société, rélégués à une position d'esclaves modernes, d'aliénés et de mendiants en attente d'assistance

Pour finir, j'espère qu'un jour nous pourrons nous unir et lutter vraiment pour que cette société d'hypocrisie soit détruite.

Ceci dit, je me suis retrouvé dans la rue avec mes problèmes toujours irrésolus.

Un guadeloupéen

MUNICIPALES PARTIELLES DE FORT-DE-FRANCE : PAS DE CHANGEMEN

Les élections municipales partielles Fort-de-France qui se sont déroulées dima che 27 mai n'ont rien apporté de nouveau.

Césaire a été largement réélu avec 75,5 des voix contre 24,5 % à son adversaire droite, Max Elizé. Cela donne comme répar tion 47 sièges à la liste Césaire et 6 sièges à liste Elizé.

Comme il y avait deux sièges de moins pourvoir (53 au lieu de 55) chaque liste pe un siège, mais dans l'affaire, c'est Elizé q perd le plus en proportion !

On le voit donc, le capitaliste n'a pas ré si son coup : retrouver ses suffrages de 1983 faire en sorte que ce soit Césaire qui perde deux sièges à pourvoir en moins ! Donc u combinaison électorale qui a échoué.

Il faut mentionner enfin la forte abst tion : il y a eu 45,5 % de votants seuleme soit une chûte de participation de 10, 7

Fort-de-France : RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN AUX EMPRISONNES GUADELOUPEENS

Jeudi soir aux environ de 18 heures, c' une foule de 70 à 80 personnes qui se so rassemblées dans la cour de la mairie de Fort-F France pour crier leur solidarité et porter le soutien à NANKIN, PETER et PERATOUT

Une banderolle était plantée au milieu rassemblement et d'une voiture sono partai les messages de solidarité et de la musique t ditionnelle guadeloupéenne était diffusée.

Prirent la parole une des épouses des e prisonnés, madame PERATOUT qui dit satisfaction de savoir que les emprisonnés n taient pas isolés malgré la volonté du pouv colonial ». Ce fut ensuite une porte parole, militante du MPGI qui lut un message de Lé CASSUBIE emprisonnée actuellement à la p son de Fresne, ce message disait par ailleu que si la situation des emprisonnés de Fres avait changé par rapport aux conditions d' carcération du début, les militants du MPG n'ont toujours pas pu obtenir le statut de p sonniers politiques. En tant qu'avocat de défense, maître MANVILLE expliqua les c ditions dans lesquelles s'exerce l'instructio Il fit également référence à l'article publié p MATCH, le journal de JABBOUR, qui se pr tend être dans les petits secrets du pouvo qui accusa les détenus d'être passés aux veux. Selon MANVILLE, un procès pour d famation sera intenté au propriétaire du jo nal, Camille JABBOUR.

Après l'intervention de MANVILLE, c' vers 21 heures que la foule se dispersa conten d'avoir manifesté aux emprisonnés du MP le soutien qu'il fallait.

LE GALA DE SOUTIEN AUX EMPRISONNES UN SUCCES

Plus de 600 personnes ont participé au gala de soutien aux emprisonnés, qui s'est déroulé samedi 26 mai au centre des arts. Plusieurs artistes ont porté leur soutien bénévole à cette manifestation en offrant un bon spectacle qui a duré plusieurs heures.

Les avocats de la défense étaient présents ainsi que des membres du comité de soutien de la Martinique. Trois d'entre eux intervinrent pour expliquer leur soutien aux emprisonnés : Mme Constant, Me Manville, et notre camarade, Gérard Beaujour. Le public en majorité composé de militants politiques et de parents et amis des emprisonnés a chaleureusement participé au spectacle.

Le succès de ce gala est donc un soutien moral et matériel aux emprisonné s, mais également à leurs parents et amis.

CRAQUEMENTS DANS LE SYSTEME FINANCIER INTERNATIONAL

A la fin de la semaine dernière, le système financier international a été quelque peu secoué. Un vent de panique a soufflé sur les grandes places financières, New York et Londres. Jeudi 24 mai et vendredi 25, le cours du dollar a brutalement baissé, de 8 F 52 à 8 F 36, pour remonter ensuite légèrement. Dans les bourses de New York et de Londres, qui sont les plus importantes dans le monde, l'effervescence était grande, et les valeurs bancaires ont sensiblement baissé.

A l'origine de tous ces mouvements qui ont agité le monde capitaliste de la spéculation monétaire, il y avait le fait qu'une grande banque américaine la manufacturers Hanover, connaissait des problèmes financiers. Il y a quinze jours, c'était la septième banque des Etats Unis, la Continental Illinois, qui avait échappé à la faillite grâce à une aide de 7,5 milliards de dollars fournie par les autres banques et l'Etat américain.

Ces rumeurs mettant en cause la Manufacturers Hanover ont éclaté après que quatre chefs d'Etat sud-américains, ceux de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie et du Mexique aient déclaré qu'ils pourraient se trouver dans l'impossibilité de payer les intérêts de leurs dettes auprès du système financier international et des banques américaines.

En effet, ces pays sud-américains sous-développés et dont l'économie subit très profondément la crise internationale, connaissent de graves difficultés pour le remboursement de leurs dettes. La seule hausse du taux d'intérêt du dollar, 3 % depuis le début de l'année, a accru de plusieurs milliards de dollars leur dette globale qui est déjà de 240 milliards de dollars.

La seule Argentine est endettée de 600 millions de dollars, ce qui représente le montant de ses exportations annuelles de viande.

Ces pays ont donc réclamé un «allègement du poids de leur dette» et doivent se réunir à Bogota le 15 juin, pour décider de ce qu'ils vont faire pour l'obtenir.

La banque incriminée par les milieux financiers internationaux, la Manufacturers Hanover, de même que de nombreuses grandes banques américaines, a fourni des prêts importants aux pays sous-développés d'Amérique Latine. Le montant de ces prêts s'élève à 6,3 milliards de dollars pour la Manufacturers Hanover.

Ces grandes banques américaines fonctionnent avec de l'argent qui, pour la moitié, parfois les 2/3 est mis en dépôt en dollars, contre intérêt, par les capitalistes du monde entier. C'est donc de l'argent mis en dépôt par les pays du monde entier qui a financé pour une grande part les prêts fait aux pays Latino Américains.

Et lorsque des rumeurs commencent à courir sur la tenue financière de ces banques, cela provoque des remous sur les places financieres du monde entier.

Dans le cas de la Manufacturers Hanover, ces rumeurs sont parties de Suisse et ont fait presque instantanément le tour du monde. Lorsque de telles rumeurs circulent, de nombreux capitalistes retirent leurs dépôts pour qu'ils ne soient pas pris dans une faillite de la banque en question. Mais ces retraits brutaux et massifs des dépôts peuvent provoquer la faillite de la banque en question plus sûrement encore que les difficultés de remboursement des pays sous-développés.

Il y a quinze jours, une importante banque américaine, la Continental Illinois s'est trouvée au bord de la faillite, ce qui a pu provoquer une crise de confiance des capitalistes internationaux. Actuellement, en plus de la Manufacturers Hanover, le doute porte sur d'autres banques plus importanes encore. Comme de plus, les banques américaines sont endettées les unes auprès des autres, la faillite de l'une d'entre elles pourrait provoquer une faillite généralisée.

Pour éviter cela, l'Etat américain est prêt à tout pour sauver les banques en difficulté. Il a déjà sauvé de la faillite la Continental Illinois. Le 15 août dernier, lorsque le Mexique avait menacé de ne plus pouvoir payer ses dettes, l'Etat avait débloqué immédiatement 15 milliards de dollars pour empêcher une catastrophe financière. C'est donc en premier lieu avec l'argent payé sous forme d'impôt par les travailleurs américains que l'Etat sauve le système financier capitaliste lorsqu'il est en difficulté. Si les pays d'Amérique Latine se trouvent effectivement dans l'impossibilité de rembourser, les Etats Unis et le FMI pourraient leur imposer l'application de mesures économiques très dures pour leurs populations. Et si cela est insuffisant, ils pourraient même envisager une intervention directe pour mettre en place dans ces pays, ou certains d'entre eux, des régimes qui permettraient aux Etats Unis de raffler toutes les richesses disponibles en laissant la population dans la plus grande misère.

Surtout si une telle intervention peut faire renaître la confiance chez les possesseurs de devises du reste du monde.

Le système financier international a connu ces derniers jours des craquements qui montrent combien il pourrait facilement s'effondrer, plongeant le monde dans une crise profonde. Les capitalistes et la presse à leur service parlent de «reprise économique», principalement aux Etats Unis, mais ces troubles graves du système financier montrent bien ce qu'il en est de la prétendue reprise. Depuis plus de dix ans, les travailleurs supportent le poids de la crise économique, le chômage, l'inflation, la perte de nombreux droits sociaux pour les plus pauvres aux Etats Unis et ailleurs.

Une brutale aggravation de la crise plongerait dans la misère des millions de travailleurs dans le monde. Pour sauver leur système , les capitalistes et leurs états pourraient avoir recours dans un premier temps à des dictatures plus farouches et ensuite une nouvelle fois à la guerre.

Mais les travailleurs n'ont pas à être les victimes des vices d'un système qui n'est pas le leur. C'est par la révolution, en renversant le système capitaliste pour mettre en place leur société à eux, la société socialiste, que les travailleurs élimineront définitivement les catastrophes dans lesquelles le capitalisme menace aujourd'hui de les entrainer.

ECHOS DES PLANTATIONS DE BANANE DE CAPESTERRE.

BUTTEL (Blondinière) : LES MENACES DE LICENCIEMENTS PERSISTENT.

L'habitation Blondinière appartient à Pierre Buttel qui l'exploite lui-même. Il envisage de se retirer et de passer la main à son fils Jean-Louis Buttel qui possède déjà une plantation à Fonds-Cacao. Mais pour le fils Buttel, il y a à Blondinière trop de travailleurs qui ne se laissent pas marcher sur les pieds, il faut en licencier un certain nombre. Il veut des travailleurs dociles, exploitables et corvéables à merci. Il ne veut pas de mouvements de revendications sur sa plantation.

Mais les camarades de Blondinière ne l'entendent pas de cette oreille. Ils ont jusqu'à ce jour déjoué plusieurs manoeuvres de P. Buttel. Mais les menaces continuent quand même de planer.

Martinique TOUS EN GREVE LE 5 JUIN POUR SOUTENIR LES TRAVAILLEURS DE MORNE ETOILE

Pour soutenir les ouvriers agricoles de Morne-l'Etoile, en lutte depuis maintenant plus d'un mois contre l'arrogance et le mépris du béké De Reynal, la direction de la CGTM appelle tous les travailleurs martiniquais à faire grève le 5 juin prochain.

Que la CGTM appelle à faire grève, et avec tous les travailleurs ensemble, ce ne peut être qu'un fait positif et qui très certainement répond aux souhaits des ouvriers agricoles eux-mêmes et de nombreux travailleurs de la base. Alors il va de soi que tous, nous devrons, travailleurs du secteur privé et du secteur public être le plus nombreux possible à participer au mouvement de grève du 5 juin.

Mais si nous sommes nombreux à comprendre la nécessité de manifester notre soutien et notre solidarité à ceux de Morne-l'Etoile et à faire avaler sa morgue et son arrogance au béké De Reynal. Si nous sommes nombreux à participer à la grève générale, il est loin d'être évident qu'une journée de grève suffira à faire plier De Reynal, et tous ses compères capitalistes. On l'a bien vu lors de l'attaque de la maison du syndicat par les patrons de la banane, le patronat martiniquais est un patronat de choc et qui n'hésite pas y compris à faire le coup de main, quand ses intérêts sont menacés. Alors, pour faire plier et céder ce patronat il faudra que nous, travailleurs, fassions preuve d'une très grande détermination à nous battre et à obtenir satisfaction. Pour cela, c'est bien plus qu'il nous faudra entreprendre. En particulier, pour faire céder tous les capitalistes, une grève générale est nécessaire, mais pas une grève générale d'un jour. Il est indispensable que les capitalistes se sentent pris à la gorge pour lâcher prise. Pour atteindre cet objectif, il est indispensable que nous rentrions en lutte tous ensemble, pour soutenir ceux de Morne-Etoile, oui, mais pour aussi imposer toutes les revendications que nous estimons indispensables dans cette période de chômage, d'inflation et de crise. Tel ne semble pas être le point de vue de la CGTM qui nous appelle à faire grève le 5 juin. S'agit-il du début d'une lutte de plus grande envergure ? Ou tout simplement d'une façon d'enterrer un mouvement qui dure déjà depuis trop longtemps ? Nous n'en savons rien pour l'instant. Mais si nous voulons que ce ne soit pas un enterrement, alors soyons nombreux à participer le 5 juin. Ainsi nous créerons les conditions pour que le 5 soit vraiment le début d'un combat décisif et payant pour toute la classe ouvrière martiniquaise.

Echos de la zone de Jarry

EDF : PARKING : STOP !

La direction de EDF a dépensé près de 20 millions pour construire la route qui contourne la turbine à gaz et qui devra servir à accueillir de rares porte-conteneurs.

Par contre les travaux de construction du parking du personnel commencés ont été brutalement interrompus nous ne savons pas pourquoi.

Une fois de plus nous constatons que tout ce qui pourrait être plus fonctionnel pour nous passe après le reste !

CABRI : LES 8 NOUVEAUX LICENCIEMENTS ACCEPTES PAR L'INSPECTION DU TRAVAIL.

Le licenciement des 8 travailleurs des entreprises CABRI a été accepté par l'inspection du travail.

Thierry Vivies prétend qu'il est en difficulté, et la seule solution qu'il a trouvé c'est de licencier d'abord 7 et maintenant 8 travailleurs. Il faut ajouter que la société a été mise en location-gérance (Faire-Investissement).

Nous n'avons pas intérêt a essayer de comprendre les soi-disant difficultés de Viviès, car c'est un riche, un exploiteur. Quand un capitaliste a un déficit qui se chiffre à des centaines de millions de centimes, cela prouve bien qu'il manipule gros.

En réalité, tout le bavardage des patrons sur la «restructuration» poursuit un seul but : faire payer aux travailleurs les difficultés de leurs entreprises et réaliser toujours plus de profit sur le dos des mêmes.

GMA . SI LE PATRON S'APPELLE ROUYER, SON COMPTE EN BANQUE EST BIEN GRAISSE.

Loyer : 4.500 F, note de téléphone : 3.000 F, voiture personnelle : plus de 17 millions.

Le directeur général, Rouyer, vit comme un prince en Guadeloupe mais... sur notre dos car qui paie toutes ses factures... les GMA bien sûr, c'est-à-dire nous mêmes travailleurs.

Par contre pour augmenter nos salaires il n'y a jamais d'argent. La société a des difficultés, voilà ce que nous répond le même Rouyer.

Lorsque l'on sait où passe une partie des bénéfices on comprend mieux le problème de Rouyer. Pour augmenter nos salaires il serait obligé de se débrouiller tout seul pour payer son loyer, ses loisirs, ses notes de téléphone, ses nouvelles voitures, son assurance, sa vignette, etc...

CABRI JARRY: PRIVILEGES POUR LA MINORITE BLANCHE ET REPRESSION CONTRE LA MAJORITE NOIRE = RACISME

Deux employés de la société ont bénéficié de promotion, puisque l'un, qui était chef magasinier à Cabri La Darse et l'autre secrétaire sont devenus respectivement, sous-directeur du dépôt et directrice de Cabri Jarry.

Pour certains, les Noirs, les licenciements pleuvent, pour d'autres, les blancs, c'est la promotion.

L'on nous dira ensuite que ce n'est pas du racisme.

Guadeloupe
LES TRAVAILLEURS DE COCA-COLA EN GREVE.

Depuis vendredi 25, les travailleurs de Cofrigo (Coca cola, Sagba) sont en grève. Ceux de Socrema qui ont même direction se sont aussi mis en grève de solidarité avec leurs camarades

Les travailleurs de Cofrigo réclament 12 % d'augmentation. La revendication avait déjà été accordée après plusieurs négociations. Mais les patrons ont modifié l'accord et veulent intégrer les 12 % à la classification des salaires. En effet d'autres négociations ont lieu depuis quelque temps à propos de la revalorisation de la classification des salaires de l'entreprise. Mais pour les travailleurs il s'agit de deux choses différentes. La négociation sur la modification de la classification en est une, et l'augmentation de 12 % tout de suite en est une autre.

La grève a donc démarré sur le champ, et les travailleurs bloquèrent les issues avec des camions de livraisons. Jusqu'au moment où nous écrivons rien n'était réglé. Il est vrai que le grand patron Alain Despointes est en voyage, mais c'est avec les deux autres patrons qui le remplacent que les travailleurs ont à faire : Mrs Lebudel et José Despointes...

Ces derniers ont donc la balle dans leur camp. Si ils veulent que le travail reprenne, à eux de satisfaire les revendications des travailleurs. Quant à ces derniers, ils sont bien décidés à lutter jusqu'à satisfaction.

Fort-de-France : CIMENTS ANTILLAIS : ATTAQUE DE LA DIRECTION CONTRE DES INTERETS ACQUIS DES TRAVAILLEURS

Les 50 travailleurs de la société les CIMENTS-ANTILLAIS, filiale de la société française les CIMENTS-LAFARGE, ont décidé d'entrer en grève illimitée dès le lundi 28 pour le paiement de la journée du 22 Mai.

En effet la direction de l'entreprise, représentée en Martinique par le chef d'exploitation Philippe MARSOLLE a déclaré avoir reçu l'ordre de la direction régionale basée en Guadeloupe et dirigée par un représentant des CIMENTS-LAFARGE, Mr NARCISSE, de ne pas accorder le paiement de la journée.

Il faut savoir que cette volonté de la direction de s'attaquer aux jours fériés acquis ne s'arrête pas qu'à la journée du 22 mai, car les journées du Mardi-gras et du Mercredi des Cendres ont été également mises en question par le chef d'entreprise, disant que nous bénéficions de trop de congés en Martinique. C'est donc une volonté délibérée de la direction des CIMENTS-ANTILLAIS de reprendre d'une main ce qu'elle avait dû céder par la force.

Mais si les CIMENTS ont décidé d'attaquer, les travailleurs, eux, ne veulent pas être les «victimes à plaindre» et c'est pour cela que dès lundi ils ont décidé de porter la riposte nécessaire à l'action patronale, en arrêtant l'entreprise.

Et c'est sans aucun doute le langage qui fera la direction des CIMENTS revenir sur sa décision.

AMERIQUE LATINE

GUATEMALA :

LUTTE DES OUVRIERS DE L'USINE DE COCA-COLA

Depuis le 18 février dernier, 4.600 ouvriers de l'usine Coca-cola à Guatemala-Ciudad (capitale du pays) mènent une lutte exemplaire en occupant leur usine pour protester contre la disparition pure et simple des gérants de l'entreprise. Mais Coca-cola se défend d'avoir voulu fermer l'usine. Mais derrière un débat juridique, c'est une lutte sociale de grande envergure qui se déroule.

Voilà bientôt quatre mois qu'un drapeau syndical flotte sur l'usine Coca-cola à Guatémala-Ciudad ; les grévistes qui occupent l'usine ont même composé un hymne à la gloire de leur lutte. Cependant, une évidente lassitude commence à occuper les esprits. La direction de la firme à offert 7000 dollars d'indemnité de départ à chaque salarié. Le mois dernier, si une trentaine d'entre eux, sur 4.600 avaient accepté ce viatique, aujourd'hui, on en est à 100 renoncements volontaires.

Cette situation à l'usine avait commencé le 18 février dernier, après que la direction de l'usine (direction locale) a annoncé la faillite de l'entreprise ; les syndicalistes soutiennent que l'affaire est parfaitement viable et que cette décision dictée par la grande firme américaine, visait à tuer dans l'œuf la naissance d'un syndicat fort risquant de créer un précédent au Guatémala, ce pays d'Amérique Centrale dirigée de main de fer par les militaires depuis trente ans.

La maison mère se dit non concernée par ce conflit du travail ; au siège de Coca-cola à Atlanta, on se borne à déclarer que cette affaire est du ressort du franchiseur local défaillant ; les syndicalistes affirment au contraire, être en mesure de prouver que Coca-cola Etats Unis est propriétaire des biens-meubles de l'usine, détient des hypothèques immobiliaires sur l'entreprise guatémaltèque, et contrôle la distribution des produits. En un mot, pour les grévistes, c'est la maison-mère qui tire les ficelles du jeu.

Ce sont les capitalistes américains qui dirigent cette firme multinationale qui sont responsables de cette situation. Coca-cola est un des symboles de la présence impérialiste américaine écrasante en Amérique Latine. Mais comme on le voit les travailleurs n'acceptent pas sans se battre le diktat de ces super-sociétés.

QUINZIEME ANNIVERSAIRE DU PACTE ANDIN

On fête ces jours-ci le quinzième anniversaire du Pacte Andin. En 1969, à Carthagène, en Colombie, au nord du pays, cinq pays sud-américains signèrent ce Pacte ; Colombie, Equateur, Pérou, Bolivie, Chili ; puis le Vénézuela a rejoint le groupe en 1973. Le Chili l'a quitté en 1976 ; quinze ans après le bilan de ce marché commun sud-américain n'est guère brillant.

Le moins qu'on puisse dire c'est que le Pacte Andin n'est pas une réussite. Aucun des objectifs de ses fondateurs n'a été atteint, loin de supprimer les barrières douanières, les pays membres se sont repliés sur eux-mêmes en exerçant des mesures protectionnistes. Les grands projets régionaux de développement industriel probablement trop ambitieux, se sont révélés impraticables. La principale disposition du Pacte, la fameuse décision 24, qui prétendait réglementer les investissements étrangers, elle, est restée lettre morte. Il faut dire que les cinq, Vénézuela, Equateur, Bolivie, Perou, Colombie, ont connu depuis 1969, des années bien noires : à l'instabilité politique de la région, sont venues s'ajouter des difficultés économiques. Les pays Andins doivent faire face à la plus grave crise économique depuis la dépression des années 30. Chute de prix des matières premières, chute des exportations, croissance négative, inflation, et bien sûr, une dette extérieure de plus de 60 milliards de dollars dont les échéances absorbent plus de 50 pour cent des devises provenant des exportations. Dans ces conditions les projets d'intégration économique sont restés à l'état de projet.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

Sous la pression de son opinion publique, St-Domingue rompt les négociations avec le FMI.

L'on se souvient que le mécontentement causé par les mesures d'austérité prises par le gouvernement Dominicain avait engendré des troubles graves. Bilan : une cinquantaine de morts, quatre cents blessés, cinq mille arrestations.

En effet, en République Dominicaine, les mesures de réduction des dépenses publiques préconisées par le F.M.I., s'étaient traduites par de hausses de 200 % de certains produits de première nécessité ; augmentation jugée insupportable par une population dont les conditions de vie sont déjà très difficiles. Trente pour cent des 6 millions d'habitants sont au chômage, et, environ 40 % des dominicains vivant dans les campagnes disposent d'un revenu annuel inférieur à 155 dollars'

On peut cependant se demander si la rupture des négociations avec le F.M.I. constitue vraiment un ballon d'oxygène pour la République Dominicaine ; ce n'est pas certain. Et ce, même si refuser de se plier aux injonctions du F.M.I permettrait aux autorités de St-Domingue d'écarter momentanément le risque d'une nouvelle explosion sociale. Par ailleurs, rompre avec le FMI signifierait aussi se trouver le moyen de renégocier le paiement d'une dette extérieure de plus de 2 milliards et demi de dollars et d'obtenir des prêts pour honorer une facture pétrolière qui va atteindre 500 millions de dollars cette année: Une telle éventualité peut-elle être envisagée alors même que les revenus des principaux produits d'exportations du pays, sucre, bauxite, or, enregistrent une baisse préoccupante.

Il ne fait pas de doute ; mais au prix de quelles mesures draconniennes ! Rationnement de l'essence et de l'électricité comme l'a d'ailleurs déjà décidé le gouvernement ; et une fois de plus c'est encore les pauvres, les ouvriers qui vont, à coup sûr, faire les frais d'une telle politique. On le voit, pour la République Dominicaine, l'alternative est l'austérité avec le F.M.I. ou sans lui. A moins que la classe ouvrière de ce pays prenne l'initiative de s'organiser pour s'accaparer du pouvoir politique et de mettre ainsi fin à la domination politique et économique de sa bourgeoisie fût-elle d'inspiration «progressiste».

Hors d'un tel contexte, l'initiative du président dominicain ne peut-être que «tactique» pour gagner du temps et tromper les gens.

TUNISIE :

Dix jeunes condamnés à mort par Bourguiba

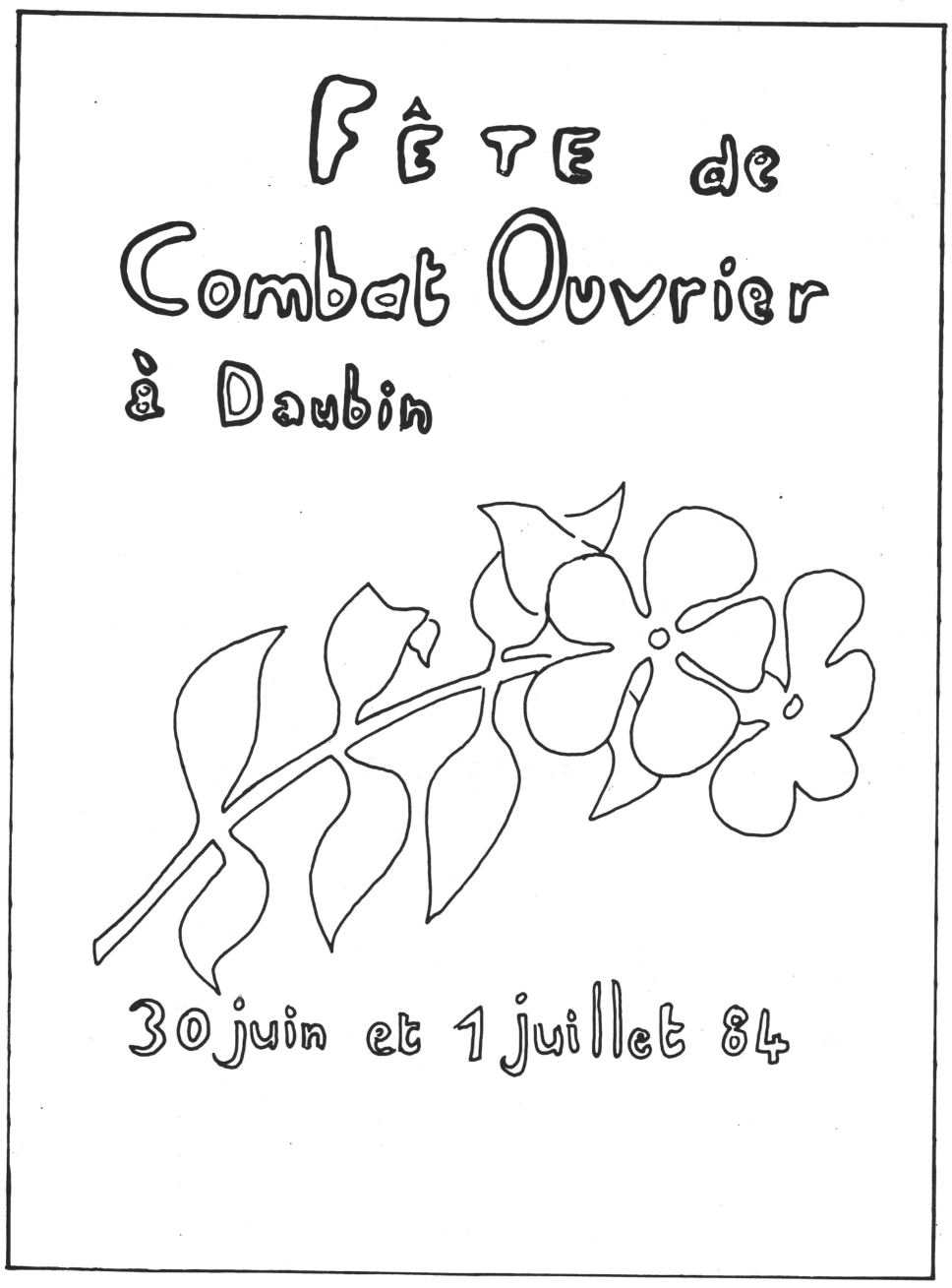
Dix tunisiens ont été condamnés à mort, accusés d'être responsables d'incidents violents qui ont eu lieu lors des émeutes de la faim du mois de janvier. La plupart d'entre eux sont des jeunes touchés par le chômage qui frappe 80 % de cette couche de la population.

Ces condamnations à mort font suite à une vague de répression qui s'est abattue sur la population après les émeutes : Plusieurs dizaines de personnes ont été condamnées à l'emprisonnement et aux travaux forcés pour de nombreuses années...

Malgré, une riposte sanglante contre les émeutiers, causant la mort de plus de 60 personnes, le gouvernement de Bourguiba n'a pu imposer les augmentaions du pain et des céréales. Il a dû revenir sur sa décision sans pourtant donner de garanties réelles, en ajournant tout simplement les augmentations. Il a en fait reculé pour mieux s'attaquer aux pauvres.

Ces condamnations à mort et toutes les autres peines lourdes, le gouvernement tunisien cherche à en faire un exemple pour tenter d'étouffer toutes autres tentatives de révoltes.

Mais il n'est pas certain d'y parvenir. Il se pourrait fort bien que cette répression sauvage, ces condamnations à mort, renforcent dans leur conviction ceux qui sont résolus dans la population à mener une lutte sans répit contre la dictature de Bourguiba.



IRAN IRAK : un pas de plus vers la guerre ?

Dans le Golfe Persique, l'Iran et l'Irak continuent à se mener une guerre par pétroliers interposés. L'Irak s'attaque aux pétroliers venant s'approvisionner en pétrole dans les ports iraniens. En contre-partie, l'aviation iranienne s'attaque à ceux qui ont pour destination les ports irakiens et ceux des autres pays du Golfe qui sont dans le camp de l'Irak : le Koweit, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis. Et c'est par le Golfe persique que passe les 3/4 de l'approvisionnement en pétrole des pays d'Europe.

Ce conflit entre deux pays du Proche Orient, producteurs de pétrole prend donc des dimensions internationales. La société d'assurance londonienne LLoyds a annoncé un fort accroissement des primes d'assurance pour les navires se rendant dans le Golfe. Les armateurs japonais, de leur côté refusent d'envoyer des navires dans le nord du Golfe Persique.

Les exportations pétrolières de l'Iran ont diminué de moitié depuis le début du conflit.

Quant à la position des Etats Unis, elle évolue vers une intervention qui prend actuellement la forme d'envoi de matériel de guerre à l'Arabie Saoudite. 400 missiles Stinger ont déjà été envoyés à ce pays, et l'envoi des 1000 autres est prévu de même que l'envoi d'un second porte-avion.

Les Etats-Unis cherchent donc à susciter une intervention des pays du Golfe contre l'Iran pour régler ce conflit. Mais selon les déclarations du ministre américain de la défense, il faut «prendre au sérieux l'éventualité d'un conflit entre les Etats-Unis et l'Iran».

La situation dans cette région continue donc de s'aggraver. Et si les Etats-Unis préfèreraient voir la guerre se généraliser aux pays du Golfe persique pour mettre au pas l'Iran, sans qu'eux mêmes aient à intervenir directement, ils font quand même planer la menace de leur intervention si les choses ne peuvent être résolues autrement.

La menace d'un conflit international localisé dans cette région du monde continue à se préciser.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
COMBAT OUVRIER
Mr DUFEAL
Poste Restante Paris 113
Place de l'Hôtel de Ville
75004 PARIS
IMPRESSION
Imp. ERAVILLE & Fils S.AR.L,
Commission paritaire